

Sortir du nucléaire

Mai - Août 2014 N°99



Journal d'information

L'INVITÉE

On n'lâche pas!

Les vieilles centrales suisses de Beznau I, Beznau II (Argovie) et Mühleberg (Berne) ont respectivement 45, 43 et 42 ans.



Erica Hennequin

Présidente de
Sortir du Nucléaire
Députée au
Parlement jurassien

Beznau I est la plus vieille centrale en activité au monde. A l'échelle internationale, les réacteurs nucléaires sont arrêtés en moyenne après 23 années de fonctionnement. Ces fermetures s'imposent en raison du vieillissement des matériaux qui augmente les risques d'accidents, même lorsque des travaux de maintien sont réalisés.

Trois ans après la catastrophe de Fukushima, les demandes d'arrêt immédiat de centrales telles que Fessenheim (F), Beznau et Mühleberg s'intensifient. Nous faisons partie d'un mouvement qui prend de l'ampleur et gagne en légitimité:

Le 5 mars, plus de 100 militants ont occupé Beznau I&II pour dénoncer le risque que fait courir cette machine à l'Europe entière.

Le 9 mars, entre 5.000 et 6.000 personnes ont bloqué la circulation sur des ponts du Rhin pour dire leur opposition à l'énergie nucléaire et demander l'arrêt immédiat de la centrale de Fessenheim, très proche de la frontière suisse. Ils ont rappelé que la radioactivité n'avait pas de frontière et ont exprimé leur solidarité avec les victimes de Fukushima.

En Suisse, nous exigeons que l'indépendance de l'autorité de surveillance des centrales nucléaires, l'IFSN, soit garantie et qu'elle ne soit plus soumise au poids des intérêts privés des exploitants. Pour l'instant le Conseil fédéral se plie aux avis complaisants de l'IFSN comme s'il s'agissait d'un oracle sacré.

De grands défis énergétiques nous attendent: la chasse aux gaspillages, la réduction de la consommation, le développement des énergies renouvelables, sans parler du stockage des déchets, dont les centrales feront partie. Mais le premier défi est d'arrêter ces bombes à retardement installées sur le plateau suisse. D'urgence! On ne lâchera pas!

Abstention, piège à cons

Si le Parlement ne parvient pas à décider d'une date de fermeture des centrales nucléaires, ce sont alors les citoyens qui voteront sur l'initiative populaire demandant une fermeture échelonnée des centrales avec une dernière fermeture dans 15 ans... en 2029.

Ce délai est très long mais il est dicté par la recherche d'un texte capable d'emporter une majorité des votes. Comment se présente cette votation? Très mal. Quatre ans après Tchernobyl en 1990 quand la catastrophe était encore dans les mémoires, les Suisses ont tout de même refusé à 53% de sortir progressivement du nucléaire! Aujourd'hui ce qui freine la fermeture des centrales, c'est l'apathie de la population, une forme d'autocensure par l'abstention. Les deux tiers des jeunes qui ne votent pas représentent une forme de complicité. Lors des élections fédérales de 2011, la participation des 18-24 ans se situait à 32%, contre 61% pour les 65-74. Les résultats seraient-ils différents si les jeunes votaient autant que les personnes âgées? Comme nous l'a expliqué Fabio Cappelletti, politologue au département de science politique de l'Université de Genève, «dans le contexte suisse, les études tendent à indiquer que les jeunes, en tant que tels, n'ont pas plus de probabilités de soutenir des initiatives à fond écologique que les autres classes d'âge». Ainsi contrairement à ce que l'on pourrait penser, «il n'est pas facile de prévoir à qui profiterait une augmentation de la participation». Aussi, l'abstention chez les jeunes ne serait pas due qu'à un désintérêt mais aussi à une carence ou une faible éducation civique.

L'électorat abstentionniste jeune ne constitue donc pas un bloc de voix de réserve à mobiliser pour sortir du nucléaire. Par contre il y a bel et bien une partie des abstentionnistes qui voteraient pour la fermeture des centrales nucléaires - s'ils sortaient de l'abstention. Pour gagner les points qui nous ont manqué jusqu'ici en votation (3% en 1990), les abstentionnistes qui sont aussi sympathisants de la sortie du nucléaire devront être amenés à remplir leur bulletin de vote et à le déposer. Nous comptons en partie sur vous pour parvenir à ce pari de mobilisation.



Nous n'aurons de l'impact pas les budgets de publicité colossaux du lobby pro nucléaire. Mais nous aurons l'avantage de promouvoir des valeurs fortes telles que l'indignation et l'espoir. Ce sont des valeurs qui facilitent la mobilisation à condition de bien les exprimer et qu'elles soient formu-

«Aujourd'hui ce qui freine la fermeture des centrales, c'est l'apathie de la population, une forme d'autocensure par l'abstention»

lées par l'entourage proche des abstentionnistes. En cas de votation, nous lancerons un programme d'Ambassadeurs pour le tournant énergétique, constitués de parents, de grands parents, de citoyens concernés qui iront parrainer des électeurs indécis ou en retrait jusque-là. C'est là que vous pouvez jouer un rôle important. Au-delà

de participer avec votre bulletin individuel, vous pouvez identifier autour de vous des personnes qui vous savez politiquement passives, combler leur éducation civique et les informer sur l'enjeu du virage énergétique, bon pour les emplois en Suisse, bon pour les filières de formation et pour prévenir un Fukushima en Suisse. Aller au devant des jeunes passifs, c'est une des choses que nous ne faisons pas en 1990 et 2003. Aux USA, ce type de campagne intitulé «Va chercher les votes» (Get out the vote) a été déterminant pour la double élection de Barack Obama (quel qu'ait été son bilan). Confronter la passivité, susciter la prise de parole peut se révéler déterminant pour relever collectivement la tête et s'assurer qu'une date soit décidée pour stopper les bombes à retardement nucléaires et cesser d'accumuler jour après jour des déchets radioactifs.

PdR

Peu connue mais indispensable, l'Alliance suisse «Non au nucléaire» fédère les nombreuses organisations et partis qui oeuvrent pour que la Suisse ferme les 5 réacteurs nucléaires le plus tôt possible et oriente l'approvisionnement vers des sources à 100% renouvelables. Son rôle s'étend aussi à informer les médias et les parlementaires à Berne. L'alliance tenait son Assemblée générale annuelle le 11 mars à Berne, jour de commémoration de la catastrophe de Fukushima. Nous avons adopté une résolution exigeant du Parlement fédéral qu'il

légifère notamment sur l'arrêt des centrales nucléaires existantes. Extrait:

«La décision déterminante pour la Suisse de ne plus construire de nouvelles centrales nucléaires a conduit à un paradoxe en matière de sécurité qui n'est toujours pas pris au sérieux, puisqu'elle incite en effet les exploitants des centrales existantes à vou-

loir continuer à exploiter leurs installations décaties aussi longtemps que possible. Les exploitants de centrales, le Conseil fédéral et le Parlement soumettent ainsi la Suisse à une dangereuse expérience en temps réel dont nous sommes tous les cobayes.»

Outre l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires, l'Alliance exige de:

limiter à 40 ans la durée de fonctionnement des centrales existantes. Il faut donc arrêter immédiatement les vieilles centrales de Mühleberg et Beznau I & II.

Planifier des investissements pour sécuriser les centrales jusqu'à la fin de leur durée de fonctionnement. La sécurité passe avant la rentabilité!

Créer une Commission fédérale de sécurité nucléaire (CSN) forte, indépendante et critique, pour contrôler réellement l'IFSN.

PdR

www.non-au-nucleaire.ch

Assemblée de l'alliance antinucléaire

Inclus: Appel financier et BV. Merci pour votre soutien!

C'est très mal parti à Berne



Bastien Girod pendant une pause à l'assemblée des délégués des Verts, Glaris, 29 mars.
Photo: Peter H. Ruegg

La «stratégie 2050» du Conseil fédéral est insuffisante pour permettre à la Suisse de sortir du nucléaire. Et la commission du Conseil national chargée d'examiner ce projet sans ambition veut encore l'affaiblir. C'est mal parti. L'initiative pour la sortie du nucléaire reste la seule issue à cette impasse.

La vieille centrale nucléaire de Beznau pourrait fonctionner 60 ans, celles de Gösgen et de Leibstadt 80 ans. Ainsi, elles tourneraient encore en 2050. La production d'électricité renouvelable, notamment d'origine solaire, commencerait à décliner dès 2020. Telles seraient les conséquences de la «stratégie 2050» présentée par le Conseil fédéral.

La conseillère fédérale Doris Leuthard a plus de cou-

rage dans ses paroles que dans ses actes. Elle a renoncé à inscrire dans la loi la limite de durée d'exploitation des centrales nucléaires à 50 ans. Elle tient à peine compte des recommandations de l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire pour la mise hors-service des vieilles centrales. Le projet de renoncer à la construction de nouvelles centrales nucléaires perd toute consistance, et pourrait être oublié en 2050. Le Conseil fédéral comble les vœux du lobby nucléaire, et semble avoir oublié Fukushima.

Pourtant, les lacunes de la centrale nucléaire de Mühleberg en matière de sécurité sont connues

et documentées. Et les autres centrales ne valent guère mieux. À Beznau, en cas de pépin, il faut intervenir dans les 30 minutes pour éviter un accident grave, et les systèmes de sécurité ne sont pas confinés. Les centrales de Gösgen et de Leibstadt sont vulnérables en cas de chute d'avion. Qui peut exclure une chute d'avion?

Un oreiller de paresse

Tant qu'on ne fermera pas les vieilles centrales nucléaires, il y aura surabondance d'électricité. Elles feront office d'oreiller de paresse: la motivation pour développer la production d'électricité renouvelable ou l'efficacité énergétique sera faible. C'est bien ainsi que le Conseil fédéral voit les choses. Ses objectifs pour la production d'électricité d'origine solaire pour 2020, fixés à 1'200 GWh, sont minables. En 2013, nous en étions à 300 GWh. En 2014,

nous arrivons à 600 GWh. À ce rythme, en poursuivant l'effort de ces deux dernières années, l'objectif fixé pour 2020 pourrait être atteint en 2015! Quant à l'énergie éolienne, les objectifs fédéraux sont encore plus consternants: ils sont trois fois inférieurs aux objectifs additionnés des cantons.

«La conseillère fédérale Doris Leuthard a plus de courage dans ses paroles que dans ses actes. Elle a renoncé à inscrire dans la loi la limite de durée d'exploitation des centrales nucléaires à 50 ans.»

Comme si la stratégie du Conseil fédéral n'était pas déjà assez mauvaise, la majorité de la Commission de l'énergie du Conseil national (CEATE) a encore trouvé moyen d'en retirer le seul objectif intéressant, qui était de viser, pour 2050, une stabilisation de la consommation d'énergie grâce aux progrès de l'efficacité énergétique.

Dans la commission, les antinucléaires ont fait ce qu'ils pouvaient. Leur moisson est maigre. Ils ont quand même réussi, avec l'appui des ONG environnementales, à faire passer un compromis pour favoriser le développement de l'énergie éolienne en ménageant les intérêts de la protection de la nature.

La situation est assez claire. La majorité du Parlement fédéral continue de représenter les intérêts du lobby nucléaire et s'obstine à minimiser les risques du nucléaire. Nous avons été vraiment bien inspirés de lancer l'initiative pour la sortie du nucléaire, malgré les voix qui prétendaient, après Fukushima, que nous enfoncions des portes ouvertes. Cette initiative est notre atout pour les combats à venir.

Bastien Girod, Conseiller national (ZH),
membre de la CEATE.

Adapté du «Bulletin Vert» 4.2014

Horizon démantèlement

Quelle que soit la force déployée par le lobby nucléaire en Suisse et la passivité des pouvoirs publics, les centrales nucléaires devront tôt ou tard être démantelées et conditionnées comme des déchets radioactifs supplémentaires. Les exploitants sont tenus de planifier les mesures de désaffectation. «La Suisse ne compte toutefois aucune entreprise spécialisée dans ce domaine», constate Florian Kasser, expert en nucléaire chez Greenpeace Suisse, selon qui la Suisse aura besoin de l'aide de l'Allemagne. Toutefois, il estime que le démantèlement offrira aussi des perspectives à l'économie locale, notamment dans le cas de la centrale de Mühleberg. «Si des entreprises se spécialisent désormais dans le démantèlement de Mühleberg, elles seront des pionnières dans le domaine, aussi pour la France, où plusieurs installations devront être arrêtées dans les années à venir.»

Actuellement, des incertitudes planent sur les coûts. Pour couvrir ces dépenses, les exploitants de centrales nucléaires versaient

jusqu'à présent à peine un centime par kWh de courant nucléaire dans le fonds de désaffectation des centrales. Le Conseil fédéral pense augmenter la contribution à 1,5 centime. «La proposition du Conseil fédéral n'est pas suffisante», estime Florian Brunner, de la Fondation Suisse de l'Énergie (SES). Dans son étude sur la totalité des coûts du nucléaire, la SES exige qu'une réserve de 100% soit intégrée dans l'estimation des coûts et que cette estimation soit réalisée par un organisme indépendant des exploitants de centrales nucléaires.

Dans le cas du démantèlement de la centrale nucléaire de Greifswald (ex RDA), les coûts du démantèlement ont été estimés à 900 millions de francs. Désormais, les experts évaluent les coûts à près de 3,8 milliards de francs, sachant que le processus de démantèlement dure depuis 24 ans.

PdR

Etude SES (allemand): www.tinyurl.com/etude-ses
Adaptation d'un article
de l'Alliance «Non au nucléaire»

Les contradictions des milieux économiques

Les fédérations patronales ne sont pas particulièrement friandes des nouvelles énergies renouvelables (éolienne, photovoltaïque), même si les PME auraient tout à gagner à une sortie du nucléaire.

Ce qui les hérisse, c'est la RPC (Rétribution à Prix Coûtant du courant injecté). Cette RPC est à leurs yeux une subvention, chose affreuse s'il en est. A la place, il voudraient de la concurrence, du marché, et encore plus de marché. Cela est particulièrement flagrant dans la presse financière et économique allemande. La presse suisse du même genre n'est pas en reste d'ailleurs: «Mehr Markt» lit-on à longueur de numéro depuis des mois, voire depuis des années, à propos de cette abhorrée RPC.

Constatant par ailleurs le goût immodéré de ces mêmes milieux, thuriféraires de l'économie de marché, pour l'électricité nucléaire, on est amené à se poser quelques

questions impertinentes: où donc est passé le «marché»? Où est la vérité des coûts dérivant «naturellement» de la concurrence?

Or en matière nucléaire, il n'y a jamais eu de marché à proprement parler. Il s'agit d'une industrie caractérisée par ses origines militaires, relevant d'une économie de commande. Quant aux coûts, grâce à des subventions cachées, ils ont été et sont toujours maintenus à des niveaux artificiellement bas, alors que l'on estime actuellement ce coût à quelque 35 centimes le kWh si l'on tient compte de la totalité des frais, soit le démantèlement et la surveillance des déchets, ou encore des primes d'assurance RC réalistes. A ce tarif, plus élevé que le courant éolien, ou même photovoltaïque, gageons que peu de monde se procurerait de l'électricité nucléaire.

EP

Manifestation autour de la centrale du Bugey

Le 8 mars dernier, un groupe d'antinucleaires genevois – ContrAtom, Greenpeace et Attac, sont allés prêter main forte à leurs collègues d'Ambérieu qui manifestaient contre la centrale nucléaire du Bugey, à l'occasion de la commémoration de Fukushima. La manifestation s'est déroulée, outre à trois ronds-points autour d'Ambérieu, sur quinze ronds-points au

total, aux alentours de cette centrale, située à quelques 70 km de Genève à vol d'oiseau. Sur chaque rond-point, des banderoles et autres panneaux informaient les usagers de la route des dangers du nucléaire, avec un slogan commun: «BUGEY... ACCIDENT NUCLEAIRE: TOUS CONTAMINÉS, EVACUÉS, RUINÉS...» Vu le trafic de ce samedi gratifié d'un temps superbe, des

dizaines de milliers de personnes n'ont ainsi pas échappé à la vision de ces avertissements, certaines manifestant des signes de mécontentement certes, mais d'autres, en grand nombre aussi, signifiant leur approbation par des coups de klaxon.

Rappelons que la Ville et le canton de Genève ont à plusieurs reprises déposé des recours contre cette centrale, en vertu

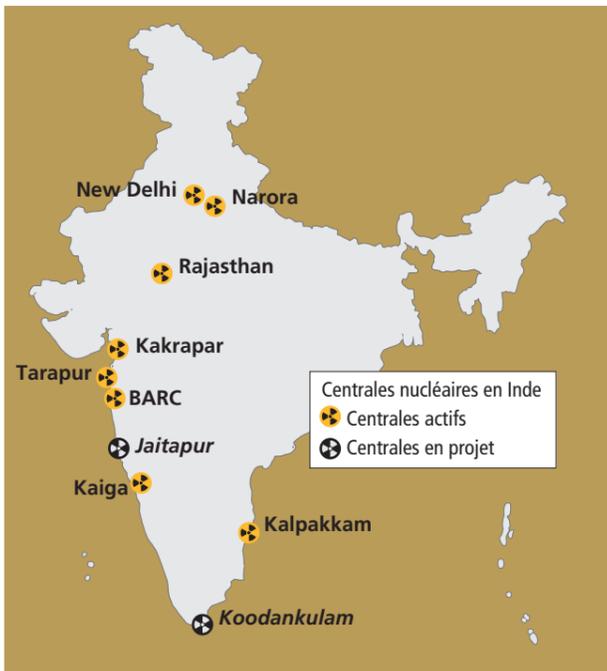
de la constitution genevoise, qui outre l'interdiction d'installations nucléaires sur le territoire cantonal, enjoint les autorités à s'opposer par tous les moyens possibles à de telles installations dans le voisinage. Dernièrement, les autorités genevoises ont aussi recouru contre la construction d'un dépôt de déchets radioactifs ICEDA. EP

www.stop-bugey.org

Gros plan sur l'Inde

En 1985 le président étasunien Bush père initiait un rapprochement avec l'Inde, pays fondateur du mouvement des pays non-alignés. Objectif: fournir des centrales nucléaires et à uranium pour ce nouvel allié et client des USA. Mais ça ne sera pas si facile que ça...

N'ayant pas signé le traité de non-prolifération nucléaire, l'Inde ne pouvait pas importer de matériel nucléaire même à usage civil. En 2007 les USA ont donc mis en marche leur rouleur compresseur diplomatique et en six mois ont remporté l'approbation des 46 membres du «Groupe des pays fournisseurs nucléaires», une organisation qui contrôle le commerce de matériel nucléaire pacifique et dont l'accord unanime est requis pour permettre à un pays tiers de s'équiper de ces machines. Malgré une forte opposition de pays dont l'Autriche et la Suisse, les 46 donnèrent leur accord et l'AIEA autorisa l'Inde à acheter centrales nucléaires et uranium. L'Agence Atomique Internationale de Vienne moyennant un Protocole Additionnel donna son autorisation assortie d'un certain nombre de conditions qui entre autre exigèrent la séparation des activités civiles des militaires qui étaient totalement intégrées. On ne sait pas si ceci a été réalisé. Naturellement tous les industriels de l'atome se précipitèrent à Delhi.... Sans succès. Aucun fabricant de centrale n'a pu signer un contrat. Pour la simple raison que selon les accords internationaux de Paris sur l'assurance RC en cas d'accident nucléaire, celle-ci rend l'opérateur de la centrale responsable en cas d'avarie ou de



catastrophe. En Inde la responsabilité civile est du ressort du fournisseur/constructeur de la centrale! Résultat, personne n'a pu proposer de contrat de construction à l'Inde, malgré le lobbying intense des Américains, des visites des Présidents Sarkozy puis Hollande et de ministres russes, se rendant sur place et priant à genoux les Indiens de changer les règles. Mais même si l'Inde est une démocratie corrompue, elle reste une démocratie et seul le parlement peut modifier la constitution. Et l'opposition au développement du nucléaire est présente partout où des projets sont envisagés.

Le fameux projet de centrale nucléaire de Jaitapur au bord de la mer d'Oman est le plus gros projet de centrale nucléaire au monde avec ses 9900 MW. Il est bloqué non seulement par l'opposition locale qui manifeste massivement mais aussi par cette clause de responsabilité civile. Il y a aussi le cas des 2 centrales russes de Kudankulam (pointe Sud de l'Inde) qui sont presque terminées mais qui ne sont pas mises en marche car les Russes n'ont pas encore accepté la clause sur la responsabilité.

Entre-temps les Indiens se détournent des fournisseurs étrangers et continuent à développer leurs propres réacteurs comme ceux qui existent déjà. Ils ont signé un contrat d'approvisionnement d'uranium avec la Namibie et ont d'énormes ressources de Thorium pour un nouveau type de réacteur qu'ils veulent mettre au point.

Entre temps, les énergies renouvelables, solaire, éolien, biomasse poussent comme champignons sur tout cet immense pays.

Comme signe d'espoir, le secteur qui consomme le plus d'électricité en Inde est le rafraîchissement des bâtiments (climatisation). Or l'Inde commence depuis moins de 5 ans à promouvoir sérieusement l'efficacité énergétique dans le pays, par une architecture pensée pour générer moins de besoins de climatisation, par des étiquettes--énergie obligatoires pour les appareils électriques, etc. La course contre les multiples gaspillages faciliterait le dépassement du charbon, du nucléaire et permettrait aux sources d'énergie renouvelables de devenir largement majoritaires. A condition que l'Inde retrouve le chemin de l'indépendance réelle, en puisant dans ses propres ressources disponibles en abondance: le soleil, le vent, la biomasse et la retenue.

Philippe de Rougemont et Fulcieri Maltini

PIONNIÈRES *Françoise Chappaz*

Engagée par Philippe Roch en juin 1987, Françoise Chappaz est responsable du canton de Genève pour le WWF Suisse. Son dynamisme et la force de son rire sont légendaires dans la ville du bout du lac.

Vous souvenez vous de la 1ere fois que vous avez entendu parler des centrales nucléaires?

J'en ai entendu parler dans le cadre de mes activités au WWF, en 1987.

Y a t'il une personne en particulier qui a été importante pour votre engagement antinucléaire?

Plusieurs des personnes avec qui j'ai travaillé ou avec qui j'étais en contact. Je citerai parmi les personnes qui ont eu une influence sur mon travail, Pierre Lehmann, Monique et Raymond Séné, tous trois physiciens qui m'ont grandement documentée, Corinne Lepage pour ses connaissances juridiques, et Nanik de Rougemont qui m'a fait partager son engagement pour l'écologie. C'est avec elle que nous avons créé l'association «L'avenir est notre affaire» composée de femmes anti-nucléaires. Pierre Vanek aussi, président de ContrAtom, toujours présent pour organiser une manifestation et des récoltes de signatures.

Comment votre famille, vos proches ont-ils réagi à votre engagement antinucléaire?

Mes parents étaient contents de me savoir critique et d'être capable d'argumenter c'était pour eux une reconnaissance de l'éducation qu'ils m'avaient offerte.

Quel rôle avez vous joué par le biais du WWF pendant la campagne contre Superphénix?

J'ai été à l'origine de la création du Collectif pour l'arrêt de Superphénix. J'ai initié et coordonné toutes les démarches et tous les travaux juridiques et scientifiques. J'ai récolté les fonds nécessaires: 1 million! J'ai suscité la participation des collectivités publiques. Avec le Collectif nous avons organisé des conférences de presse, en Suisse en France et en Italie, des manifestations et une pétition que nous sommes allés remettre au Parlement européen. Mais le plus important a été de fédérer sans relâche tous les acteurs et de garder le cap avec force, conviction et bonne humeur pendant onze ans. C'est la clé de notre succès collectif. Superphénix a été mis à l'arrêt en mai 1998.

La section genevoise du WWF est-elle plus concentrée sur le nucléaire que d'autres sections du WWF?

D'autres sections du WWF ont été très actives sur le nucléaire, notamment celles de Berne et de Bâle avec la proximité de la centrale de Kaiseraugst. Voisine de Superphénix, Genève a été directement impliqué étant donné qu'un article constitutionnel obligeait le canton à s'opposer à toute centrale nucléaire sur son territoire ou aux abords de celui ci. C'est ainsi que nous avons été légitimés pour recourir en France.



Françoise Chappaz, pionnière du mouvement antinucléaire.

Pensez vous que la plus grande présence de femmes en politique apportera un changement sur les questions d'écologie?

Les femmes ont une sensibilité différente qui fait qu'elles sont naturellement plus concernées par les problèmes liés à la protection du milieu naturel et qu'elles ressentent au quotidien les problèmes liés à la destruction de la planète.

Au fond qu'est-ce qui vous a motivé dans votre positionnement antinucléaire?

D'abord la conscience du danger qu'une centrale représente, l'insolubilité du problème des déchets radioactifs, l'irresponsabilité vis-à-vis des générations futures et la conviction que l'on peut, avec la volonté, utiliser des technologies existantes qui permettent de se passer du nucléaire en diminuant drastiquement notre consommation d'énergie.

Quel conseil donneriez-vous aux militants engagés pour la sortie du nucléaire en Suisse?

Il est primordial d'informer la génération actuelle, leur démontrer que le nucléaire est une énergie ringarde, dangereuse, obsolète et coûteuse et de présenter les solutions de rechange. La meilleure énergie est celle que l'on n'utilise pas.

Sentez-vous libre de vous exprimer sur des aspects que mes questions n'auraient pas soulevés?

L'avenir devra être peu gourmand en énergie et en eau et devra respecter la biodiversité. En tant que Suisses, nous utilisons cinq fois les ressources que la terre peut fournir. Ce n'est pas durable.

Propos recueillis par PdR

Conférences mémorables de Janick Magne



En mars à l'invitation de Sortir du nucléaire, Janick Magne a donné une série de conférences à Lausanne, Genève, Bienne et Bulle sur la zone interdite de Fukushima, après en avoir donné une soixantaine en France depuis

Janick Magne en conférence au restaurant Romand à Bienne, 14 mars. Photo: A.Zosso

deux ans. Mme Magne, enseignante de français à l'Université de Tokyo, vit au Japon depuis 35 ans. La catastrophe du 11 mars 2011 a changé sa vie. Entre février 2012 et novembre 2013, elle a accompagné à 4 reprises une famille originaire de la ville de Futaba, située dans la zone interdite de Fukushima. Quand elle a demandé au Maire, M. Idogawa ce qu'elle pouvait faire pour aider, il lui a répondu: «Témoignez! Expliquez ce qui se passe vraiment chez nous».

Madame Magne a donc décidé de prendre un congé de 4 mois sans solde et de témoigner à travers les photos qu'elle a prises dans la zone interdite pour montrer l'ampleur du drame humain qui s'y joue. Une centaine de personnes a pu profiter de son témoignage, voir ses photos et poser des questions, de longues interviews ont été publiées dans

La Liberté et La Gruyère. Son récit a touché les auditeurs en évoquant les personnes rencontrées sur place, les difficultés et la détresse des dizaines de milliers de personnes qui ont fui leur domicile en perdant tout, les problèmes de contamination des eaux souterraines, le manque de place pour stocker cette eau contaminée, le stockage des milliers de sacs de débris radioactifs qui sont le plus souvent mis sous une bâche et enterrés ou laissés à l'air libre dans des lieux publics, les mensonges du gouvernement japonais... Aujourd'hui, plus aucun réacteur n'est en fonction au Japon, mais pour combien de temps? En entendant le témoignage de Madame Magne on se demande comment on peut continuer à maintenir des centrales nucléaires en activité à travers le monde. Si on ne se le demandait pas avant!

AZ

Rejoignez le comité!

Nous cherchons des personnes intéressées à rejoindre le comité de l'association. Il n'y a pas besoin d'être physicien nucléaire ou spécialiste mondial en communication, votre statut de personne motivée et faisant partie des cobayes forcés de l'ère nucléaire vous qualifient d'emblée. Être membre du comité, c'est participer à orienter les activités de la campagne antinucléaire et y prendre part selon sa disponibilité et son savoir faire. C'est aussi décider des sujets traités dans le journal que vous tenez entre vos mains. Le comité se réunit de 18h30 à

20h toutes les 5 à 7 semaines à Lausanne ou à Neuchâtel, à 5 minutes de la gare (billets de train remboursables). Il n'est pas indispensable de participer à toutes les réunions, l'essentiel est d'apporter vos idées et votre énergie pour que l'association relaie l'opinion antinucléaire dans la population. L'AG annuelle élira les candidats le mercredi 30 avril à Lausanne (voir ci-contre). Le secrétariat de l'association est composé de Philippe de Rougemont et Anouk Zosso (chacun à 20%).

Pour nous contacter: voir bas de page

Conférence et AG



Robert Cramer

Vous êtes cordialement invités à la conférence et assemblée générale de l'association. Robert Cramer, conseiller aux états, nous fera l'honneur de donner un discours et de répondre à nos questions. Rendez vous mercredi 30 avril à l'hôtel Alpha Palmiers à Lausanne 34 rue du Petit chêne (voir ci-contre).

Programme

18h45 Assemblée générale statutaire
Ordre du jour: Rapport d'activités 2013 / Comptes 2013 / Budget 2014 / Elections statutaires / Divers
Pause
20h00 Conférence de M. Robert Cramer
20h30 Discussion avec la salle
20h45 Verrée de l'amitié

Inscription SVP d'ici au 29 avril

anouk.zosso@sortirdunucleaire.ch ou

076 517 00 20 (répondeur)

Sortie à Allaman

Rejoignez nous samedi 11 octobre sur la Côte Vaudoise, nous visiterons le domaine bio de la Pêcherie près d'Allaman. Cette ferme est particulière puisqu'elle fournit du courant électrique grâce à ses panneaux photovoltaïques et sa turbine hydroélectrique, aussi 80% des kiwis suisses proviennent de là, enfin des bénévoles viennent y travailler 4-6 heures par jour contre le gîte et le couvert et le lieu bénéficie d'un doux micro-climat.

Rendez-vous gare d'Allaman à 09h50. Lausanne: Départ en train à 9h21, arrivée Allaman 9h37.

Genève: Départ 9h21, arrivée Allaman 9h50.

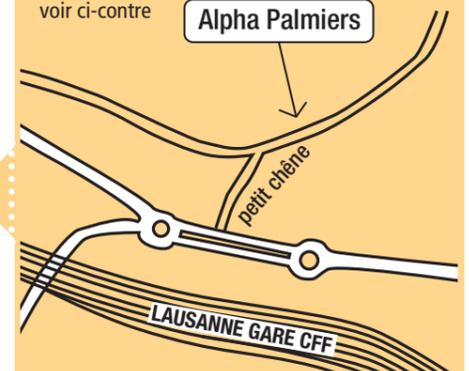
Promenade jusqu'à la ferme (15 min). Après la visite, pique-nique offert dans les champs, suivi d'une promenade à pied jusqu'au pittoresque port d'Allaman à travers champs et forêts, env. 2.5 kms. Retour à pied jusqu'en gare d'Allaman, trains toutes les 30 minutes.

Carte: www.tinyurl.com/pecherie

Inscriptions: anouk.zosso@sortirdunucleaire.ch ou 076 517 00 20 (répondeur)

A G E N D A

Assemblée générale & conférence
Mercredi 30 avril, à l'hôtel Alpha Palmiers
Rue du Petit-Chêne 34, Lausanne
Pour vous inscrire:
anouk.zosso@sortirdunucleaire.ch
voir ci-contre



Autoconstruction de panneaux solaires thermiques
Samedi 24 mai et 14 juin, Lausanne
Cours donné par Sebasol
www.sebasol.ch/cours.asp

Festival de la Terre à Lausanne
Du 13 au 15 juin, Parc de Montbenon
www.festivaldelaterre.ch

Fête de la Terre à Cernier
Sam 23 & dim 24 août, Evologia, Cernier
www.evologia.ch/fete_la_terre.asp

Séminaire: Vers une rénovation saine et durable
Jeudi 8 mai, Lausanne
www.tinyurl.com/reno-wwf

Sortie annuelle Sortir du nucléaire
Samedi 11 octobre Ferme Streit près d'Allaman
Promenade, visite, pic nic
Voir ci-contre

Changement d'adresse ?

Merci de nous annoncer vos changements d'adresse!

Impressum

Editeur: Association Sortir du nucléaire
Mise en page: Jonas Scheu, AMRIT MEDIAS
Relecture: Françoise Bloch, Fichier: Anouk Zosso
Imprimerie: ROPRESS, Mise sous pli: CROEPI
Ont collaboré à ce numéro: Kurt Fischer; Bastien Girod; Erica Hennequin; Fulcieri Maltini; Eric Peytremann; Philippe de Rougemont (Coordination); Christian van Singer; Anouk Zosso. Tirage: 3'500 ex., Imprimé avec du courant 100% renouvelable, Papier 100% recyclé CyclusOffset.

Association Sortir du nucléaire

Case postale 9, 1211 Genève 7
www.sortirdunucleaire.ch
info@sortirdunucleaire.ch, 076 517 00 20
CCP 10-19179-8



© Greenpeace / Jacob Balzani Lööv

Militants dans la centrale nucléaire de Beznau

Ce matin du 5 mars à 6h30, une centaine de militants de Greenpeace ont réussi à s'introduire sur le site de la centrale de Beznau en Argovie, censée être très bien surveillée. Ils ont accroché de grandes banderoles «The End» et ont exigé sa mise à l'arrêt immédiate. Des actions similaires ont eu lieu dans 6 autres centrales nucléaires en Europe.

Comptez sur moi!

Coupon à renvoyer à Sortir du nucléaire, CP 9 1211 Genève 7
ou: www.tinyurl.com/sdn-contact

Contactez-moi, je désire:

- Adhérer à Sortir du nucléaire (5.- à 500.-/ an) et recevoir le journal trimestriel
 Venir à la conférence et AG annuelle du mercredi 30 avril à Lausanne
 Recevoir 1 fois par mois l'e-mail d'infos de Sortir du nucléaire (gratuit)
 ... drapeau (10fr)... autocollant (1fr), badge «Nucléaire? Non merci!»

Prénom & Nom: _____

Adresse: _____

Code postal et localité: _____

E-mail: _____